

Texte fondateur du collectif d'élus

Contre le projet de terminal méthanier aux portes d'Etretat

Saint-Jouin-Bruneval le 6 septembre 2009

Nous lançons un appel à tous les élus locaux, régionaux, nationaux et européens pour exiger le retrait du projet de Poweo-Gaz de Normandie. Les porteurs de ce projet méprisent la responsabilité fondamentale des élus locaux en matière d'aménagement du territoire.

Il y a 30 ans le PAH créait le terminal pétrolier d'Antifer. Dès sa mise en service, ce port surdimensionné et inadapté a été qualifié d'erreur stratégique.

En 2007, suite à l'ouverture des marchés à l'énergie, le GPMH (ex-PAH) propose à la société Poweo-CIM d'installer sur ce site une zone industrielle gazière, un port méthanier et un gazoduc. Nous, élus, condamnons fermement ce choix imposé sans autre alternative, ni concertation. Nous ne laisserons pas se reproduire la même erreur qu'il y a 30 ans.

Nous avons d'autres ambitions pour ce territoire dont nous avons la responsabilité : créer de l'emploi et développer son attractivité.

Dans les documents élaborés collectivement comme le SCOT du Pays des Hautes Falaises, nous avons choisi une orientation touristique pour notre avenir commun.

En effet, qui mieux que nous connaît la force et la richesse de notre territoire.

Est-il légitime que des financiers et des promoteurs s'imposent comme des décideurs en termes d'aménagement ?

Nous dénonçons ce passage en force et ce manque d'équité.

Alors que le projet de port méthanier au Verdon a été arrêté par l'Etat pour des raisons environnementales, l'attitude de l'Etat en ce qui concerne le port méthanier aux portes d'Etretat est tout autre : en juin dernier, il décide d'amputer la zone Natura 2000 de sa partie la plus riche, et décrète un PIG (Projet d'Intérêt Général) sur ce site, favorisant directement le projet gazier de la société Poweo-gaz de Normandie.

L'Etat est-il dans son rôle quand il décide de sacrifier un territoire plutôt qu'un autre ?

Les projets utilisant l'énergie fossile sont nombreux sur la pointe de Caux et la côte d'Albâtre, ce territoire est l'un des plus sollicités de France et il a atteint son seuil de saturation.

Le Grenelle de l'environnement et les objectifs Européens de réduction des Gaz à effet de serre ne sont pas compatibles avec des projets à énergie fossile comme le terminal gazier.

D'autres projets à énergies renouvelables se préparent à Fécamp, Octeville sur mer, Veulettes sur mer (parcs éoliens off-shore), et à Antifer (Pôle de développement des énergies marines).

Nous, maires de communes rurales et touristiques, nous nous opposons à ce projet de zone industrielle gazière et à son gazoduc. Nous, élus, demandons solennellement à l'Etat de retirer le PIG et de réintégrer la digue d'Antifer dans la zone Natura 2000.

Nous vous proposons de nous retrouver pour une photo de groupe, le samedi 24 octobre 2009 à Etretat devant le musée « Nungesser et Coli » à 11h00.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations respectueuses et durables.

Les maires fondateurs du collectif d'élus.

Maires de : Etretat, Franck Cottard - Heuqueville, Patrick Bucourt - Gonneville la Mallet, Hervé Lepilleur - Beaufeuille, Grégoire Micaut - La Poterie, Gérard Paillette - St Martin du Bec Philippe Jouen - St Jouin Bruneval, François Auber.

Cette prise de vue sera suivie d'un cocktail.